Mali | Luxembourg

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Mai 2016

© Lux-Development

Contenu

04 MALI, VUE D'ENSEMBLE

06 STRATÉGIES & PRINCIPES

07 RELATIONS BILATÉRALES ENTRE LE LUXEMBOURG ET LE MALI

08 CHIFFRES

10 COOPÉRATION BILATÉRALE

16 COOPÉRATION MULTILATÉRALE

18 COOPÉRATION AVEC LES ONG

19 ACTION HUMANITAIRE

22 CONTACTS

Mali, **vue d'ensemble**

179/188
Indice de développement humain

16 955 536
Population

12,89/1 000
Taux de mortalité

39,9 %
Population urbaine

3 %
Taux d'accroissement de la population

5,08 %
Taux d'urbanisation

44,9/1 000
Taux de natalité

102/1 000
Mortalité infantile

55
Espérance de vie à la naissance

1 800 USD
PIB/habitant (PPA)

16
Moyenne d'âge de la population

6,1
Enfants/femme

38,7 %
Taux d'alphabétisation

1 240 192 km²
Superficie

Intervention de la Coopération luxembourgeoise

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Bamako, Mali

La Coopération luxembourgeoise au développement : **Stratégies & principes**

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs du Développement durable (ODD) qui ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en élargissant le champ d'action. Cependant, les principaux secteurs d'intervention de la Coopération luxembourgeoise resteront dans le domaine social : l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, la santé, et le développement local. Des initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées au niveau conceptuel et opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. La concentration sectorielle résulte aussi de la volonté d'avoir un impact réel, voire d'assumer un rôle de chef de file parmi les bailleurs dans certains de ces secteurs. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point des programmes pluriannuels de coopération - les Programmes indicatifs de Coopération (PIC).

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7% de leur Revenu national brut (RNB). Le programme gouvernemental de l'actuelle législature (2013-2018) confirme l'engagement du Luxembourg à maintenir son APD à 1% du RNB et précise qu'il s'agit d'une APD entièrement basée sur les dons, qui est par principe non liée. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents, incluant aussi un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. Elle respecte les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle), le Programme d'Action d'Accra et le Partenariat mondial de Busan et du Mexique, de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail.

Guidée par les principes de l'efficacité du développement, la Coopération luxembourgeoise a évolué d'une approche de projets mis en œuvre en régie vers une approche sectorielle mettant en œuvre des programmes favorisant une plus grande utilisation des systèmes nationaux (accords de partenariat opérationnels, exécution nationale, aide budgétaire sectorielle) et ouverte à d'autres modalités de l'aide, telles que la gestion axée sur les résultats.

Depuis 2009, plusieurs stratégies sectorielles complètent la stratégie générale et les principes de la Coopération luxembourgeoise. Elles couvrent les principaux domaines d'action, à savoir : l'action humanitaire, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement local, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, l'environnement et le changement climatique, le genre, la gouvernance, la microfinance, la santé et le renforcement des institutions et des capacités.

Les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Mali

Des liens étroits et de longue date unissent le Luxembourg avec le Mali. La politique menée avec ce pays partenaire illustre de manière exemplaire l'approche dite des 3D de la politique étrangère luxembourgeoise qui consiste à combiner de manière la plus cohérente possible ses volets à savoir la diplomatie, le développement et la défense. En effet, au Mali, coopération au développement, aide d'urgence et appui à la sécurité et au maintien de la paix vont de pair. Sur le plan politico-diplomatique, ces relations de coopération sont complétées par un dialogue politique bilatéral régulier ainsi qu'à travers les discussions portant sur le Mali, au sein de l'UE et des différentes instances onusiennes, auxquelles le Luxembourg participe activement.

Les relations historiques en matière de coopération au développement ont débuté en 1998 avec la signature d'un Accord général de Coopération, avant que le Mali n'accède en 1999 au statut d'un pays partenaire. Des Programmes indicatifs de Coopération successifs (PIC 2003-2006, 2007-2011) sont mis en œuvre et le Luxembourg reste aux côtés du Mali pendant la grave crise politico-militaire qu'il traverse en 2012-2013.

Le PIC en cours (2015-2019) vise les secteurs spécifiques du développement rural, de la formation et de l'insertion professionnelle, ainsi que de la décentralisation et de la gouvernance. Il intervient au Sud du pays dans la région de Ségou et au Cercle de Yorosso, ainsi qu'au Nord dans les régions de Kidal et de Gao. Entre 2015 et 2019, la Coopération luxembourgeoise accompagnera le Mali avec une enveloppe totale de 55 millions d'euros, i.e. de 36 077 635 000 FCFA. Comme tous les autres programmes, ce PIC avec le Mali a été élaboré et sera exécuté conjointement avec les autorités locales, en impliquant des agences d'exécution bilatérales (LuxDev, Proman) et multilatérales (PAM, BIT, FAO et PNUD) , ainsi que des organisations non gouvernementales (SOS Faim) et les Universités de Luxembourg et de Bamako. La complémentarité entre les différentes modalités est encouragée afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité des interventions du PIC. Dans cette perspective, une Lettre d'Entente sera signée lors de le 9e Commission de Partenariat à Bamako en mai 2016. Celle-ci a pour objectif de renforcer les synergies entre les gouvernements luxembourgeois et malien, les agences d'exécution bilatérales, ainsi que les organisations multilatérales et ONG intervenant dans le cadre du PIC III.

L'aide humanitaire fait également partie des instruments de la Coopération luxembourgeoise et les besoins sont énormes. En 2015, le Grand-Duché a fourni un appui de plus de 2,6 millions d'euros pour des projets humanitaires, directement ou à travers les Nations unies et des ONG sur place. Se basant sur les principes humanitaires fondamentaux, cette aide d'urgence est clairement distincte de l'intervention dans le domaine sécuritaire dans lequel le Luxembourg contribue aussi à l'effort collectif pour ramener la paix et la sécurité à l'ensemble de la population malienne.

Suite au coup d'État de mars 2012, les relations entre le Luxembourg et le Mali se sont intensifiées sur le plan de la sécurité et du renforcement de l'État de droit.

Le Luxembourg contribue désormais également au renforcement des capacités des forces armées et des forces de sécurité intérieures du Mali.

Cela se fait d'une part par le biais des deux missions de l'UE déployées au Mali, l'une de nature militaire (EUTM), et l'autre de nature civile (EUCAP), auprès desquelles sont détachés des agents luxembourgeois de l'Armée et de la Police grand-ducale. Les deux missions bénéficient également de contributions financières luxembourgeoises pour leur permettre de développer des projets de renforcement des capacités, notamment dans le domaine des communications.

Cela se fait d'autre part par des contributions financières aux fonds fiduciaires de l'ONU, notamment pour soutenir les forces armées maliennes et renforcer la protection contre les engins explosifs improvisés.

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total EUR
2015 - 2019	Développement rural et Sécurité alimentaire	LuxDev	14 000 000
2015 - 2019	Formation et Insertion professionnelle	LuxDev	9 000 000
2015 - 2019	Décentralisation et Bonne gouvernance	LuxDev	9 638 500
2015 - 2019	Programme de développement durable dans la région de Kidal (phase IV)	Proman	8 380 000
2015 - 2019	Programme de développement durable dans la région de Gao	Proman	4 920 000
2015 - 2019	Projet de coopération interuniversitaire	Universités du Luxembourg et de Bamako	861 500
2016 - 2022	Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali	SOS Faim	*7 962 474

* Le budget total du projet s'élève à 7 962 474 EUR, alors que le volet Mali dispose d'un budget de 3 956 585 EUR.

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total EUR
2016 - 2017	Projet d'appui à la résilience des communautés dans les régions de Gao et Kidal	Programme Alimentaire Mondial (PAM)	1 500 000
2016 - 2018	Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (FAO)	1 500 000
2016 - 2019	Projet de décentralisation et de gouvernance inclusive et durable	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	1 000 000
2016 - 2019	Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux	Bureau International du Travail (BIT)	1 500 000

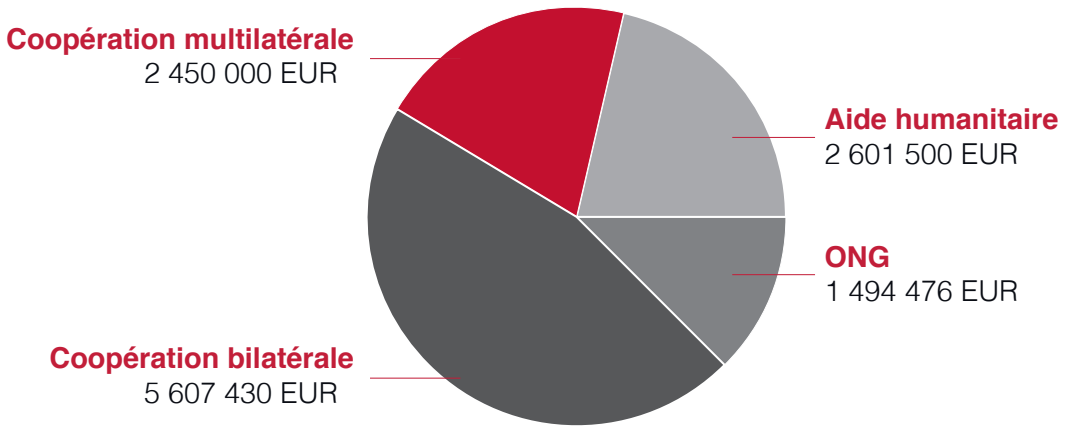
3. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2014 - 2016	Projet d'aménagement de la mare de Lofine-Tiediana, commune de Kava, région de Ségou, Mali	SOS Sahel Luxembourg	157 500
2015 - 2017	Rompre le silence autour des filles mineures exposées et/ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales au Mali	ECPAT Luxembourg	716 945
2011 - 2016	Appui à la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes à risque dans la commune de Ségou	Fondation Bridderlech Deelen	479 106
2016 - 2018	Programme de développement par l'autopromotion de la région de Bamako (phase 6)	Fondation Caritas Luxembourg	280 000
2016 - 2020	Programme de promotion durable de la santé familiale et communautaire	Fondation Follereau Luxembourg	1 375 997
2016 - 2020	Promotion de la santé féminine, maternelle et infantile dans le cercle de Kati	Fondation Follereau Luxembourg	1 199 953
2016 - 2020	Sensibilisation et information sur les conséquences des mutilations génitales féminines dans le cercle de Kati au Mali	Fondation Follereau Luxembourg	279 988
2016 - 2020	Aide sociale en faveur de l'enfance en détresse à Ségou au Mali	Fondation Follereau Luxembourg	284 797
2016 - 2020	Projet de renforcement des capacités d'établissements de formation professionnelle dans la région de Ségou	Fondation Follereau Luxembourg	182 129
2014 - 2017	Prévention des incapacités des enfants de moins de 6 ans: Détection, prise en charge et stimulation précoce dans les communes de Bamako et Sikasso	Handicap International Luxembourg	372 829
2013 - 2016	Programme de renforcement familial à Sabalibougou	SOS Villages d'Enfants	393 382
2013 - 2016	Programme de renforcement familial à Sebenicoro	SOS Villages d'Enfants	387 669
2013 - 2016	Programme de renforcement familial à Socoura	SOS Villages d'Enfants	285 692

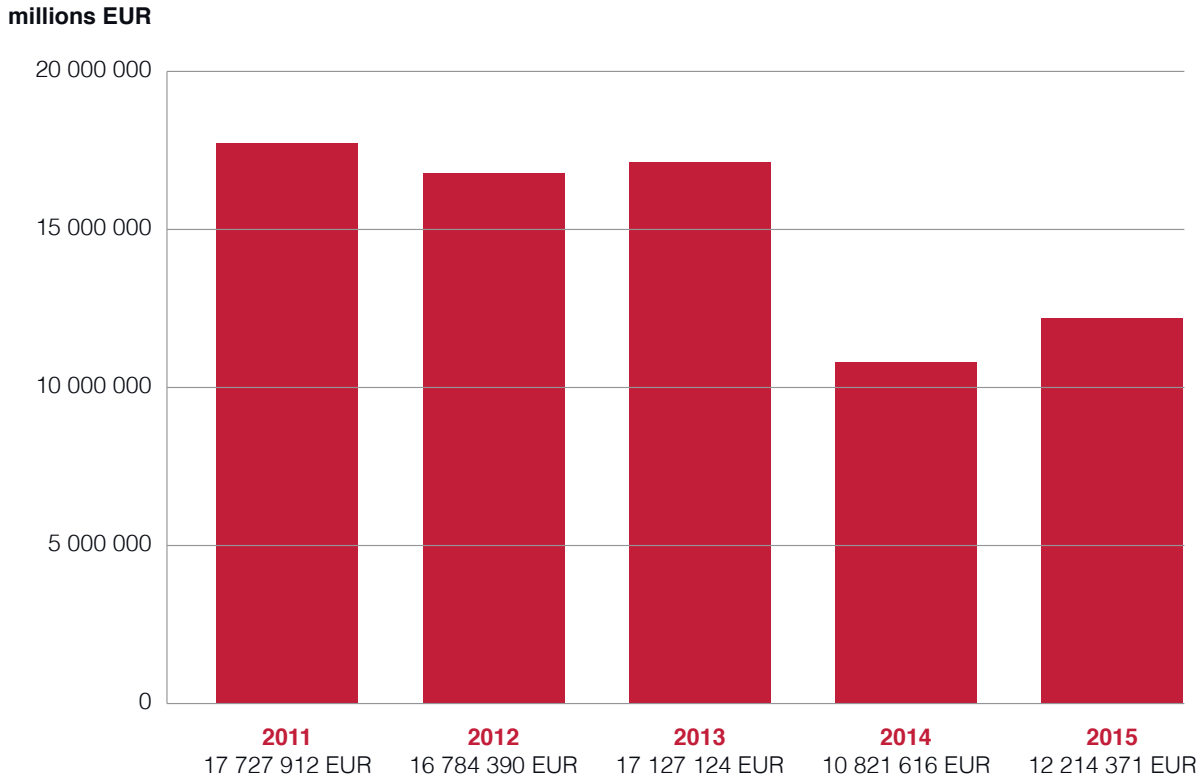
4. Aide humanitaire

Durée	Titre	Organisation	Budget total EUR
2015 - 2016	Assistance en abris d'urgence en faveur des réfugiés maliens des camps et zones d'accueil de réfugiés à Tillabéry et Tahoua au Niger	Croix-Rouge luxembourgeoise	127 500
2015 - 2016	Les femmes maliennes et burkinabés s'organisent pour rétablir la cohésion sociale et l'entente : Projet FORCE	Handicap International Luxembourg	26 207
2015 - 2016	Assistance médicale humanitaire aux populations du cercle de Gao	Médecins du Monde Belgique	250 000
2015 - 2016	Réduction des risques engendrés par le conflit armé sur les populations civiles au Nord du Mali	Handicap International Luxembourg	180 000
2016	Programme du CICR au Mali	Comité International de la Croix-Rouge (CICR)	500 000
2016 - 2017	Reconstruction de l'habitat et des infrastructures de base dans la région de Tombouctou	Croix-Rouge luxembourgeoise	200 000

2015



Évolution de la mise en œuvre



Développement rural et Sécurité alimentaire

2016 - 2019

MLI/021

Le programme MLI/021 concerne le Développement rural et la Sécurité alimentaire avec l'orientation stratégique d'intervenir principalement sur des filières prioritaires : le riz, le fonio et le sésame.

Le programme MLI/021 s'efforce, dans son intervention, d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles, tant au plan national, qu'aux différents niveaux : la Région, les Cercles, les Communes.

L'objectif global du programme est de diversifier et renforcer durablement les sources de revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages. L'objectif spécifique est de développer et d'intensifier la productivité, la durabilité et la profitabilité de trois filières agricoles.

Le programme intervient dans la région de concentration Sud du PIC III, c.à.d. dans les Cercles de Ségou, San, Tominian, Bla, Barouéli (Région de Ségou) et Yorosso (Région de Sikasso). La cible des bénéficiaires directs est constituée de 190 Organisations de Producteurs (OP) sélectionnées dont des producteurs de riz, sésame et fonio, parmi lesquelles les OP travaillant sur les aménagements hydro agricoles et une centaine de micro et petites entreprises (MPE) transformatrices du riz et du fonio.

En vue de l'atteinte de cet objectif, le projet vise à :

- développer les filières du sésame et du fonio à travers 90 organisations de producteurs et 50 micro et petites entreprises soutenues pour la production et la transformation du fonio et du sésame ;
- améliorer la sécurité alimentaire, en particulier grâce au développement de la filière rizicole ;
- contribuer à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques des politiques et stratégies agricoles ; et
- favoriser l'investissement et le climat des affaires pour un meilleur développement des filières.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 14 000 000 EUR

Formation et Insertion professionnelle

2016 - 2019 **MLI/022**

Le Programme MLI/022 concerne la Formation et l'Insertion professionnelle au Mali, dans la région de concentration Sud du PIC III.

Bien qu'ayant connu des progrès importants en matière d'évolution de son taux brut de scolarisation, le système éducatif malien est aujourd'hui confronté à des défis majeurs : le maintien des effectifs et le développement des infrastructures pour augmenter l'accès et la qualité des enseignements.

En matière de Formation professionnelle (FP), les problématiques relatives à la qualité et à l'efficacité des formations existantes sont au cœur des préoccupations, soulignant le manque d'adéquation des compétences aux besoins du secteur productif et rendant complexe le défi de l'insertion professionnelle.

La stratégie d'intervention vise à élargir l'offre initiale et continue d'une FP de qualité, basée sur les compétences et favorisant l'insertion professionnelle.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du PIC III, à savoir le développement des compétences du monde rural (plus particulièrement liée aux filières riz, sésame et fonio) de cinq cercles de la Région de Ségou (Ségou, Barouéli, Bla, San et Tominian) et du cercle de Yorosso dans la Région de Sikasso.

L'objectif global du programme vise non seulement à soutenir la création d'emplois pour les femmes et jeunes, mais aussi celle des activités génératrices de revenus. L'objectif spécifique à l'intervention concerne l'accroissement des compétences professionnelles des femmes et des hommes du monde rural, adaptées au marché de l'emploi. Trois résultats ont été identifiés en vue de l'atteinte de cet objectif, à savoir :

- le secteur de la FP est mieux structuré et répond aux besoins de formation initiale du monde rural ;
- les besoins en formation continue du monde rural sont satisfaits ; et
- les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes ruraux sont renforcés.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 9 000 000 EUR

Décentralisation et Bonne gouvernance

2016 - 2019

MLI/023

Le volet décentralisation du PIC III sera d'une importance particulière dans le contexte actuel de mise en œuvre de l'accord de paix et compte tenu des évolutions récentes, qui sonnent l'avènement d'une nouvelle poussée de décentralisation, marquée par l'opérationnalisation des Agences de Développement Régionales, la création de nouvelles régions, et surtout aussi la nécessité du transfert de compétences et de budget vers les collectivités territoriales.

Étant donné que le MLI/023 compte accompagner ces efforts de décentralisation, il est entendu qu'il devra se donner suffisamment de flexibilité pour réagir aux évolutions en cours. Il s'aligne sur les politiques nationales de décentralisation, de réforme de l'État et de bonne gouvernance, ainsi que sur les systèmes nationaux de mise en œuvre.

Conformément aux intentions du PIC III et en alignement avec les politiques et stratégies nationales, l'objectif général vise à réunir, dans le respect des principes de bonne gouvernance, les conditions du développement socio-économique territorial. L'objectif spécifique se concentre sur le secteur public qui devrait gagner en performance et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

Les résultats identifiés en vue de l'atteinte de cet objectif visent à :

- appuyer la gestion foncière, notamment en renforçant les commissions foncières, ainsi que la conception, le test et la dissémination de mécanismes et pratiques qui permettent un accès plus efficace, équitable et sécurisé à la terre et à l'eau ;
- fournir un appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagner l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ; et
- optimiser et innover les mécanismes de financement des CT.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 9 638 500 EUR

SOS Faim : Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali - Agri+

2016 - 2022

Ce projet vise à contribuer à la transformation et la modernisation des exploitations agricoles dans des zones ciblées au Mali et au Burkina Faso via la mise en place de deux outils de financement (fonds de garantie et ligne de crédit) et d'un programme de formation. Cette stratégie facilite non seulement l'accès des exploitations familiales et organisations de producteurs agricoles au financement agricole, mais leur offre également et surtout des produits de financement à moyen et long terme, adaptés à leurs besoins qui varient en fonction d'un milieu et d'une dotation en ressources données.

Le cycle de formation proposé par Agri+ vise à renforcer les compétences des organisations de producteurs en financement agricole. Ces formations, conjuguées à la création d'espaces de dialogue multi-acteurs sur la thématique, favorisent forcément la confiance entre les institutions de microfinance, les banques et leurs clients, ce qui est primordial pour un investissement agricole durable.

Le projet Agri+ aura une durée de 7 ans, allant de 2016 à 2022, et sera doté d'une enveloppe globale de 7 962 470 EUR (dont 3 956 585 EUR pour le Mali), financée par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Le mandat d'exécution du projet « Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali – Agri+ » a été signé le 3 mars 2016 entre le ministère et SOS Faim.

Dans le cas du Mali, le projet Agri+ fait partie du troisième Programme indicatif de Coopération (2015-2019) et est également complémentaire avec les actions de LuxDev, du Bureau International du Travail (BIT) et de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui sont les autres acteurs sous financement du ministère dans le domaine du développement rural, qui constitue l'épine dorsale du nouveau PIC III.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
volet Mali : 3 956 585 EUR
budget total : 7 962 474 EUR

Partenariat entre l'Université du Luxembourg et les Universités de Bamako

2015 - 2019

Depuis 2010, une action de coopération est menée par la Faculté de Droit et d'Économie de l'Université du Luxembourg avec l'Université des Sciences juridiques et politiques et avec l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako. Chaque année, des professeurs en Droit et en Économie de l'Université du Luxembourg viennent donner des cours à Bamako et des enseignants de Bamako sont invités à Luxembourg. Les déplacements ont été interrompus pendant un an à cause de la crise, mais ils ont repris en 2014.

Le PIC III entend d'étendre ce partenariat avec un soutien concret et ciblé aux efforts de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. La Faculté de Droit et d'Économie de l'Université du Luxembourg appuiera dans ce sens la coordination des Universités de Bamako avec d'autres universités partenaires de la sous-région.

Un soutien conséquent sera donné à l'enseignement supérieur, à la formation des enseignants et à la recherche en général dans le domaine du Droit et de l'Économie.

Concrètement, la mise en place d'un programme de Master en Droit et d'un programme de Master en Finance d'entreprise est envisagée ainsi que des initiatives pour structurer davantage la recherche dans ces domaines.

Un appui en ressources documentaires ainsi qu'à la gouvernance de l'Université des Sciences juridiques et politiques et l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako sera apporté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 861 500 EUR

Les Programmes de Développement durable dans les Régions de Kidal et de Gao

2015 - 2019

La Coopération luxembourgeoise est présente depuis 1999 dans la région de Kidal avec un Programme intégré, le Programme de développement durable dans la région de Kidal (DDRK). L'élargissement de ce partenariat de longue date vers la région de Gao avec le Programme de développement durable dans la région de Gao (DDRG) constitue une nouveauté sous le PIC III.

Le Programme de développement durable dans la région de Kidal a quatre composantes :

Développement rural et Sécurité alimentaire

Afin de favoriser le développement rural et la sécurité alimentaire de la région de Kidal, cette composante vise notamment un soutien aux moyens d'existence des populations locales comme le pastoralisme ainsi que l'économie

de l'oasis, après une analyse en amont de leur impact environnemental. Il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales et le bétail et de soutenir, en collaboration avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

Santé et Assainissement

Dans le souci d'améliorer l'accès des populations de la région de Kidal aux soins de santé de qualité, il s'agit notamment de renforcer ce volet à travers des réhabilitations et l'équipement des centres de santé. Il s'agit de même de soutenir l'émergence d'un système de gestion locale efficace et efficient de la sante dans les différentes communes. Afin de créer un environnement sain dans les principaux centres de concentration des populations, cette composante appuiera l'élaboration et accompagnera la mise en œuvre de stratégies et de plans d'assainissement.

Formation et Insertion professionnelle

En vue de donner des perspectives aux jeunes et particulièrement aux femmes, le PIC III donnera comme par le passé un appui conséquent a la formation professionnelle dans la région de Kidal. II s'agit d'assurer aux jeunes une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités en milieu rural. Le dispositif de formation duale sera notamment soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. À l'issue de leur formation, il s'agit de mettre à disposition des jeunes des initiatives favorisant leur insertion économique. Finalement, dans ce cadre, la Coopération luxembourgeoise appuiera des initiatives pour promouvoir la culture locale en tant qu'un des moteurs de la vie régionale et le retour de la stabilité.

Décentralisation et Bonne gouvernance

Pour aider la région de Kidal vers un retour à la normalité, cet axe appuiera le processus de décentralisation à travers l'appui-conseil aux collectivités territoriales pour les placer au centre du développement économique, social et culturel de la région. Comme lors du PIC II, un appui conséquent sera aussi donné aux mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ainsi que d'implication des communautés au développement local, en vue d'améliorer la participation citoyenne.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 8 380 000 EUR

Le Programme de développement durable dans la région de Gao a deux composantes :

Développement rural et Sécurité alimentaire

L'agence d'exécution PROMAN S.A. exécutera, en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales, les programmes de la Coopération luxembourgeoise à Kidal et à Gao.

Vu la disponibilité de terres aménageables le long du fleuve Niger, cette composante appuiera la production et la productivité des périmètres irrigués ainsi que les sites halieutiques et maraîchers.

Un accent fort sera donné à la sécurisation des produits et sous-produits issus de l'élevage. Dans cette perspective, il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales ainsi que le bétail et de soutenir avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

Formation et Insertion professionnelle

Pour donner des perspectives économiques aux jeunes, il faut améliorer leur accès à une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités de la région de Gao, notamment en milieu rural. Comme a Kidal, le dispositif de formation duale sera soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. Des mesures devant favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes sont envisagées.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 4 920 000 EUR

Projet d'appui à la résilience des communautés dans la région de Gao et Kidal

2016 - 2017

Le projet mis en œuvre par le PAM intervient en réponse à la crise sécuritaire et à l'instabilité institutionnelle, qui a particulièrement affecté la zone nord du pays depuis le coup d'État au Mali de mars 2012. Faisant suite à la signature de l'accord de paix d'Alger (mai et juin 2015), un processus est actuellement en cours qui devrait notamment permettre la reconstruction et le développement socio-économique du nord du Mali. Le présent projet contribue à ces efforts, en mettent l'accent sur la création et la réhabilitation des moyens de subsistance essentiels (agriculture et élevage) afin d'augmenter le niveau de la production alimentaire et d'améliorer la capacité des populations à faire face aux chocs économiques et environnementaux sur le moyen et long terme.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 1 500 000 EUR

Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural

2016 - 2018

Le projet de la FAO, qui s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau de l'offre, un sous-emploi chronique en milieu rural et le retour de personnes déplacées, y compris de jeunes dans leur localité d'origine, vise à contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes ruraux des régions de Ségou et Sikasso à travers leur insertion professionnelle dans les chaînes de valeur des filières agroalimentaires porteuses.

Le projet bâtira sur les acquis du PIC II et les bonnes pratiques développées par la FAO à travers l'établissement de Champs-école paysans (CEP). En s'inspirant des CEP, la FAO mettra en œuvre au Mali une approche mieux adaptée aux jeunes, visant à les rendre autonomes en milieu rural à travers les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 1 500 000 EUR

Projet de décentralisation et de gouvernance locale inclusive et durable

2016 - 2019

Le projet du PNUD s'insère dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation nationale au Mali lequel accorde un rôle important à la décentralisation comme cadre et outil de mise en œuvre de la libre administration des collectivités territoriales du Mali. Il tient également compte des recommandations issues des États Généraux de la Décentralisation (octobre 2013) qui prévoient notamment de « mettre la Région au centre du développement économique, social, culturel et environnemental ».

Le projet en question vise à appuyer le gouvernement du Mali dans la réalisation de ses efforts d'approfondissement de la décentralisation déclinés notamment dans son Document cadre de Politique nationale de décentralisation 2015-2024. De manière plus spécifique, ce projet permettra au PNUD d'apporter une réponse stratégique à la promotion du développement économique régional notamment par le renforcement des capacités des collectivités territoriales cibles de Ségou (Ségou, San, Tominian, Bla) et de la Région de Sikasso (Yorosso) à délivrer des services publics de base, l'amélioration de leurs capacités à mobiliser les ressources financières, et ceci dans le respect des principes de bonne gouvernance. Pour cela, il s'appuiera sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PNUD et de l'UNCDF en matière de décentralisation/développement local au Mali dont notamment les projets-pilotes conjoints PNUD-UNCDF mis en œuvre dans les Régions de Tombouctou et Mopti en appui aux collectivités territoriales.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 1 000 000 EUR

Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux

2016 - 2019

Ce projet mis en œuvre par le BIT s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau d'offre d'emplois, un chômage urbain élevé, notamment chez les jeunes, ainsi qu'un sous-emploi chronique en milieu rural, principale source de migration des populations vers les centres urbains.

Le projet, qui tient compte des leçons apprises et bonnes pratiques du PIC précédent, vise à améliorer l'employabilité des jeunes ruraux et leurs revenus dans des circuits productifs par un dispositif intégré favorisant la création et la gestion de MPE durables. Il devra ainsi contribuer au renforcement des compétences techniques des établissements de formation professionnelle, des cellules d'appui à l'insertion et des cadres des services publics en charge de l'emploi et du travail en vue d'améliorer la coordination générale du secteur de la FPT. Le projet visera par ailleurs une implication renforcée du secteur privé, des organisations d'employeurs/travailleurs et des collectivités locales pour une meilleure prise en compte de la dimension insertion dans leurs outils de planification et budgets.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 1 500 000 EUR

Projets de Coopération des ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, Handicap International Luxembourg, la Fondation Follereau Luxembourg, la Fondation Caritas Luxembourg, la Fondation Bridderlech Deelen et SOS Villages d'Enfants mettent actuellement en œuvre des projets qui se situent dans les secteurs de la formation professionnelle, le développement rural, l'infrastructure pour la santé de base, l'éducation sanitaire, les services sociaux et l'infrastructure et services sociaux divers.

Le budget total de ses projets s'élève à 6 901 928,67 EUR dont le ministère cofinance 80 %, donc au total 5 521 542,94 EUR.

Parmi les ONG sous cofinancement simple, ECPAT Luxembourg et SOS Sahel Luxembourg mettent en œuvre deux projets de développement dans les secteurs des droits de la personne et de la préservation des ressources en eau.

Le budget total de ses projets s'élève à 1 165 926,27 EUR dont le ministère cofinance 75 %, donc au total 874 444,70 EUR.

Action humanitaire

En 2014, le ministère a déboursé un montant de 250 000 EUR en faveur de l'ONG Médecins du Monde Belgique pour un projet d'assistance médicale et nutritionnelle pour les populations de Gao et Ménaka. Dans le cadre des Accords de partenariat stratégique avec le ministère, le PAM a bénéficié d'un appui de 500 000 EUR pour le volet dédié à l'alimentation scolaire d'urgence au Nord du Mali et le CICR a bénéficié de 300 000 EUR pour son programme au Mali. Handicap International Luxembourg a bénéficié de 91 375 EUR pour une intervention psychosociale à base communautaire dans la ville de Tombouctou. Avec le soutien du ministère, PROMAN a réalisé deux projets en faveur des populations affectées par la crise à Gao et Tombouctou. La fourniture d'abris d'urgence pour les réfugiés maliens au Niger ainsi que la réhabilitation des maisons, écoles et points d'eau dans la région de Tombouctou constituent deux projets mis en oeuvre par la Croix-Rouge luxembourgeoise et financés par le ministère à hauteur de 520 000 EUR. La Croix-Rouge luxembourgeoise s'est également vue allouer 71 082 EUR dans le cadre de la lutte contre l'épidémie d'Ebola.

En 2015, le ministère a alloué un montant total de 1 754 707 EUR pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par la crise malienne. Près d'un million d'euros (937 500 EUR) ont été alloués au programme du CICR au Mali qui consiste à venir en aide aux personnes qui subissent les effets combinés du conflit armé et des aléas climatiques, à visiter des détenus et à assister les déplacés internes, les réfugiés et les migrants. L'ONG Handicap International Luxembourg a bénéficié d'un montant total de 240 207 EUR pour la mise en œuvre de trois projets au Nord du Mali qui concernaient des interventions psychosociales à base communautaire, le renforcement de la cohésion sociale et de l'entente ainsi que l'atténuation de la menace immédiate et à long terme que représentent les armes conventionnelles et les engins explosifs improvisés pour la population civile. Médecins du Monde Belgique a bénéficié d'un appui de 250 000 EUR pour réaliser un projet d'assistance médicale humanitaire en faveur des populations du cercle de Gao. Avec le soutien du ministère d'un montant total de (327 000 EUR), la Croix-Rouge luxembourgeoise a réalisé un projet de réhabilitation d'abris et d'infrastructures sanitaires au Nord du Mali ainsi qu'un projet d'assistance en abris d'urgence en faveur des réfugiés maliens au Niger.

Depuis début 2016, le Luxembourg a contribué 500 000 EUR au programme du CICR au Mali ainsi que 200 000 EUR à un projet de la Croix-Rouge luxembourgeoise dans le domaine de la reconstruction de l'habitat et des infrastructures de base dans la région de Tombouctou.

NOTES

NOTES

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, Sénégal

Martine Schommer
Ambassadeur non résident

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Tel : (352) 24782351

Marion Segnana
Chargée d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

Route de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 11750
Dakar/Peytavin, SÉNÉGAL

Email : dakar.amb@mae.etat.lu
Tel : (221 -202) 33 869 59 59
Fax : (221 -202) 33 869 59 60

Jacques Hoffmann
Premier Secrétaire

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

ACI 2000
Bamako, MALI

Email : jacques.hoffmann@mae.etat.lu
Tel : (223) 20 22 73 63
Portable : (223) 91 67 02 04

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Geneviève Hengen
Secrétaire de Légation 1er en rang
Cabo Verde, Sénégal, Mali

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email : genevieve.hengen@mae.etat.lu
Tel : (352) 2478 2323
Fax : (352) 46 38 42

Bureau régional de LuxDev | Dakar

Quentin Bourdeaux
Représentant régional pour le Sénégal et le Mali

Bureau régional de Dakar

Yoff Toundoup Riya
Cité des Jeunes Cadres Lot 43 -
Route de l'Aéroport
B.P. n°29920
Dakar, SÉNÉGAL

Email : bourdeaux@luxdev.lu
Tel : (221) 33 869 64 44
Fax : (221) 33 820 60 64

Arnaud Nouviale
Responsable de l'Antenne Mali

Lyn Voegele
Responsable de l'Antenne Mali (à partir du 1er juin)

ACI 2000
Immeuble Patronat
B.P. 2103
Bamako, MALI

Email : arnaud.nouviale@luxdev.lu
Tel : (223) 20 20 73 64

LuxDev Siège

Vanessa Stoz
Conseiller géographique Sénégal et Mali

LuxDev

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email : stoz@luxdev.lu
Tel : (352) 29 58 58 225
Fax : (352) 29 58 58 200

© Lux-Development

Coopération luxembourgeoise

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par
LUX DEV
en mai 2016

www.cooperation.lu
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg